



Mardi 2 décembre 2025
Quelle Europe pour demain ?
Benjamin Haddad

I/ Défi économique de l'Europe

1) Face à de grandes puissances économiques et technologiques comme les Etats-Unis et la Chine, comment remédier au retard de la compétitivité et de l'innovation de l'Union Européenne ? En particulier dans le domaine spatial

Quand on parle de l'Europe aujourd'hui, on ne peut pas distinguer les sujets géostratégiques et politiques d'un côté et les sujets économiques de l'autre. Ils sont intimement liés. Le rôle des réseaux sociaux dans des sujets comme la démocratie, les risques d'ingérence étrangère, sont très importants. L'Europe a raté le tournant technologique des réseaux sociaux, on est dépendant de plateformes américaines ou chinoises pour notre information. Les européens doivent investir dans leur propre sécurité et avoir un système d'innovation et de starts up dans des domaines comme l'IA, le quantique ou encore le spatial. Aujourd'hui on fait face à un risque de décrochage.

Sur les 30 dernières années les Etats-Unis ont généré deux fois plus de PIB par habitant que l'Europe. L'immense majorité des brevets en Intelligence Artificielle se fait aux Etats-Unis, en Chine et l'Europe est loin derrière, bien que l'on ait des entrepreneurs prêts à prendre des risques et un potentiel d'un marché intérieur de 450 000 millions d'individus. Mais aujourd'hui le marché est trop fragmenté. Il y a trop de normes différentes entre les pays.

Il faut simplifier les modalités administratives et les règles. En Europe il y a 27 droits des affaires différents. Il faudrait recréer un 28^{ème} droit des affaires optionnel simplifié qui permettrait aux entreprises de choisir en fonction de leurs besoins de commercialisation.

On doit également investir en libérant l'argent privé et avec de l'investissement public (investir 800 milliards d'euros par an dans la défense, la transition environnementale, et dans l'Intelligence Artificielle d'après le rapport Draghi).

2) Est-il possible pour l'Europe de préserver sa souveraineté tout en cherchant à être exemplaire dans sa lutte contre le changement climatique ?

Oui mais avec bon sens pragmatisme et intelligence.

3 piliers :

- La souveraineté : prendre notre destin en main et ne pas dépendre des autres (américains ou chinois) pour ce qui relève de notre défense et sécurité, de l'énergie...
- La compétitivité
- La transition écologique. Le green deal a été adopté (ex de l'industrie automobile et des batteries). Il n'y a pas de contradiction entre fixer des ambitions environnementales qui vont de paires avec le soutien des industriels, la compétitivité, la souveraineté, mais il faut le faire main dans la main avec les entreprises du secteur privé.

II/ Défi diplomatique et militaire de l'Europe

1) Dans un contexte international de plus en plus menaçant, pensez-vous que l'Europe soit réellement capable de se réformer en profondeur, tout particulièrement dans le domaine militaire, pour acquérir une véritable autonomie stratégique afin de se libérer de la tutelle américaine.

On n'a pas le choix. Il y a la guerre d'agression de la Russie face à l'Ukraine et la menace de la Russie sur toutes les démocraties (incursions aériennes...) et parallèlement les EU qui nous tournent le dos. L'administration Biden a fait du protectionnisme avec en priorité la Chine, puis Trump. Les américains ne voient pas l'Europe comme

une priorité. Il faut donc que l'on se donne les moyens de se défendre. Cela passe par l'augmentation des budgets de défense, mais il faut le faire avec l'ensemble de la communauté européenne, même si la défense restera toujours le domaine de la souveraineté nationale. La commission européenne ne pourra jamais décider au nom des 27 états membres. Mais il faut coopérer pour avoir une industrie de défense commune. Le Plan SAFE de 150 milliards d'euros consiste à définir nos points faibles et soutenir les projets de coopération entre états membres et entre industries. Il faut soutenir la préférence européenne.

2) Comment parvenir à une diplomatie européenne cohérente alors que la guerre en Ukraine a montré la nécessité de s'unir face à l'agressivité russe et à la politique étrangère erratique des Etats-Unis ?

Concernant l'Ukraine la guerre a commencé il y a presque 4 ans. L'Europe est restée unie face à cette guerre (avoirs russes pour aider les ukrainiens, livraison d'armes, travail diplomatique avec les EU). Les sujets défense et politique étrangère doivent être votés à l'unanimité en Europe. Le risque d'un cessé le feu prochain serait d'utiliser ce cessé le feu par les russes pour se refaire économiquement, se réarmer et réattaquer pendant que l'Europe s'endort ; il nous faut réapprendre la stratégie et les rapports de force. Si l'on veut une paix en Europe, il faut dissuader une nouvelle agression. C'est un travail que se fait avec les pays européens et des pays qui ne font pas partie de la communauté européenne.

3) Alors que le ministre allemand de la défense, Boris Pistorius vient de déclarer que « nous venons avec l'été 2025 de vivre probablement le dernier été de l'Europe en temps de paix » et qu'Emmanuel Macron vient de décider de la création d'un service national pour les volontaires, quel risques court notre génération d'être la première depuis longtemps à connaître l'épreuve du feu ?

Nous ne sommes pas en guerre, mais nous ne sommes pas tout à fait en paix. Nous sommes dans un environnement plus conflictuel avec des puissances étrangères comme la Russie qui nous ont désigné comme un ennemi. La guerre n'a jamais quitté le continent européen (guerre des Balkans, la Géorgie, la Crimée, l'Ukraine). Il faut se réarmer moralement. Ça n'est pas incompatible avec la diplomatie ; la diplomatie est un dialogue appuyé sur un rapport de force. Notre priorité est de défendre notre propre sécurité.

III/ Défi institutionnel de l'Europe. Dans quelle mesure l'UE est-elle confrontée à une crise de ses institutions démocratiques ?

1) Face à des mouvements politiques traditionnellement hostiles au projet européen et déjà au pouvoir comme en Hongrie ou en Slovaquie, ou qui pourraient y accéder très prochainement comme en France, comment éviter à l'Europe une crise grave ?

Il y a des phénomènes de mouvements eurosceptiques partout (échec du Brexit au bout de 10 ans, Mme Melloni en Italie,) il faut expliquer les modèles qui veulent nous sortir de l'Europe et montrer que nos institutions fonctionnent. Sur la question migratoire, l'Europe a fait le choix de la zone Schengen mais on doit être capable de maîtriser les frontières extérieures et soutenir les pays qui sont en première ligne pour maîtriser les frontières extérieures. Nous n'avons pas été à la hauteur pour soutenir ces pays. Il faut de vrais outils européens sur ce sujet (la mise en œuvre du pacte asile immigration qui permet une première sélection des demandeurs d'asile à la frontière extérieure à l'Union Européenne, plus de moyens aux institutions européennes pour utiliser la politique des visas, les partenariats commerciaux avec les pays extérieurs pour mettre plus de pression s'ils ne reprennent pas leurs ressortissants). Si l'on veut pouvoir répondre aux préoccupations des citoyens il faut avoir des résultats très concrets sur des sujets d'économie, de sécurité et d'immigration.

2) Entre le président de l'UE, la présidence tournante de l'Europe, la présidente de la commission, selon vous, la fameuse question de Kissinger, « l'Europe quel numéro de téléphone ? », vous paraît-elle toujours pertinente ?

L'organisation est complexe. Il y a un conseil avec les 27 états membres qui négocient et défendent leurs intérêts, la commission européenne qui est le bras exécutif et le parlement européen. Il est compliqué de réformer les institutions. L'une des richesses de ce qui fait notre continent c'est la diversité des ses histoires, de ses cultures...).

Pensez-vous que l'Union Européenne soit aujourd'hui confrontée à une crise de ses institutions démocratiques ?

Le déficit démocratique est dû à la distance, à la complexité, à la lisibilité. Mais le vrai sujet c'est la capacité d'action. Est-on capable de relever le défi économique et de répondre aux recommandations du rapport Draghi. Aujourd'hui seul 10% des mesures ont été mises en œuvre au bout d'un an. Sur les sujets de commerce international nous sommes trop naïfs (tarifs douaniers...).

IV/ Rayonnement politique de la France : la voix de la France est-elle encore écoutée à Bruxelles ?

1) Membre permanent du Conseil de Sécurité, seule puissance nucléaire de l'UE, armée projetable. Cette singularité renforce-t-elle son influence au sein de l'Union, ou peut-elle au contraire alimenter l'idée chez certains partenaires européens d'une France encore capable d'arrogance ?

Nous avons une vision pour l'Europe. Nous avons eu des rendez-vous ratés avec les pays d'Europe Centrale et Orientales. Il y a eu une nostalgie de l'Europe à 6, puis il y a eu des vagues d'élargissements successifs ; l'élargissement n'est pas très populaire en France car cela dilue notre capacité de décision, notre influence. Des pays sont rentrés avec des visions différentes (Pologne et états baltes plus proches des américains). On a un peu ignoré ces pays. Aujourd'hui cela a changé il y a un renforcement stratégique entre la Pologne et la France, on a des troupes en Roumanie, en Estonie... on a su approfondir les relations avec beaucoup de pays.

2) Si l'on prend l'exemple du Mercosur, ne peut-on pas y voir la difficulté de plus en plus grande de la France de parvenir à imposer ses vues à Bruxelles ?

Nous ne sommes pas contre les accords de libre échange en général. Nous demandons des mesures miroirs : que les produits qui rentrent en Europe aient les mêmes normes que ceux qui sont produits en Europe. Cet accord est négocié depuis 1999. Nous sommes d'accord pour avoir des accords de libre-échange mais il faut qu'ils nous protègent et que ce soit équitable et loyal.

Pour aller plus loin :

Le Paradis perdu. L'Amérique de Trump et la fin des illusions européennes Benjamin Haddad éd. Grasset